

La Fédération cherche des repères pour ses imams

■ Des exemples de formations pour imams existent, mais aucun ne pourrait être appliqué.

Enfin!", se sont exclamés ses membres. La commission chargée de favoriser l'émergence d'un islam "moderne" en Fédération Wallonie-Bruxelles a officiellement inauguré ses travaux ce mercredi.

Parmi ces derniers, le plus sensible sera la rédaction de propositions autour de la formation des imams et des cadres religieux (aumôniers ou enseignants de religion islamique).

En effet, à qui confier cette formation? Dans le monde universitaire francophone, chacune des universités espère en recevoir la paternité tout en veillant à garantir ses libertés académiques.

D'un autre côté, comment les autorités belges pourraient-elles définir ce que serait un islam "moderne" qui se

voudrait conforme aux valeurs démocratiques du pays? N'y a-t-il pas là une ingérence du politique dans le religieux?

Sans oublier que pour faire l'unanimité et gagner en crédibilité, la formation devra briller par sa qualité et surtout par sa représentativité au sein d'un islam particulièrement pluriel.

La commission planchera donc sur ces questions d'ici le mois de juin en observant ce qui peut se faire en Belgique et dans le monde.

Une multitude d'initiatives privées

Car chez nous, si rien n'est encore institutionnalisé (et c'est bien l'objectif du ministre Marcourt (PS) en charge du dossier), des initiatives concernant la formation des imams ont existé et existent encore. Certaines d'entre elles pourraient-elles servir d'exemple? Cela semble difficile.

La formation "Sciences religieuses - islam" de l'université catholique de Louvain a souvent été mise en avant même si elle a toujours manqué de fi-

nancement. Elle bénéficie d'une belle expertise, mais n'a pourtant jamais pu attirer de nombreux imams.

Des initiatives privées et communautaires, souvent attachées à des mosquées, ont existé, mais elles n'ont pu ni être reconnues par les pouvoirs publics, ni être évaluées, ni surtout être considérées comme très représentatives.

Sans doute, cependant, sera ressortie des cartons une initiative organisée dès 2005 par l'Observatoire des relations administratives entre les cultes, la laïcité organisée et l'Etat (l'Oracle), qui avait mis sur pied avec succès une formation pour les administrateurs des mosquées. Elle les préparait aux relations avec les pouvoirs publics, leur permettait de bénéficier d'une introduction aux spécificités belges et leur offrait des cours de français. Faute de budget cependant, cette formation

n'avait pu être reconduite.

La Flandre n'a rien pu concrétiser

En Belgique toujours, la Flandre pa-tauge également. Des démarches et des études ont été entreprises depuis huit ans, mais concernant les imams rien n'a pu encore voir le jour.

En Europe, différents acteurs (institutions universitaires ou communautaires) sont associés aux divers projets existants, mais aucune formule ne pourrait être appliquée totalement en Belgique.

La question que soulèvent ces exemples est en effet de savoir si le monde universitaire doit se limiter aux matières profanes et techniques (pédagogie, sociologie...) et si des collaborations internationales doivent être établies. La Belgique pourrait par exemple imaginer un partenariat avec la Turquie qui organise une formation pour les étudiants internationaux.

"Nous ne partons pas d'une feuille blanche", confiait l'inspecteur de religion islamique et membre de la commission Salah Echallaoui. "Mais rien ne peut être appliqué tel quel, le contexte belge est particulier et doit être pris en compte." Les débats sont donc loin d'être terminés.

BdO

Epingle

Le rôle de Marcourt

La commission chargée de faire des propositions en vue de favoriser le développement et la reconnaissance d'un islam moderne devra rendre son rapport fin juin. Elle sera libre d'aborder tous les sujets, mais devra apporter des réponses sur la possibilité de formation des cadres musulmans et sur la mise en place d'une "émission concédée" sur les ondes du service public.

A l'entame de ces travaux,

le ministre Marcourt (PS) a dit son souhait a priori de créer l'équivalent de l'Institut du monde arabe français. Ce lieu de "rencontres, d'interculturalité et de savoir" pourrait être l'exemple d'une institution apte à structurer les futures formations.